

**L'O**ption

de Confrontations Europe

# Le choc démographique européen 2015-2050

par **François Michaux**

**Mai 2015**

**CONFRONTATIONS**



**EUROPE**

**Numéro 39**

# SOMMAIRE

<b>Introduction :</b> Par <b>Marcel Grignard</b> , Président de Confrontations Europe .....	P. 1
<b>Première partie :</b> <a href="#"><u>Le choc démographique européen 2015-2050.</u></a> .....	P. 2
1) La population active (15-69 ans et 15-44 ans). .....	P. 3
2) Les jeunes non actifs (0-14 ans). .....	P.9
3) Les plus de 69 ans. ....	P.12
Annexes.....	P.15
<b>Deuxième partie :</b> <a href="#"><u>L'immigration va-t-elle régler le choc démographique ?</u></a> <a href="#"><u>Le cas de l'Allemagne.</u></a> .....	P.17
1) Une première raison politique. ....	P.18
2) La deuxième raison est le fruit de constats plus anciens, qui tiennent à la difficulté de l'Allemagne à garder durablement ses immigrés.....	P.18
3) Une troisième raison tient à l'origine des immigrés que l'Allemagne attire.....	P.20
4) Deux remarques pour finir. ....	P.22
<a href="#"><u>Essai de conclusion</u></a> .....	P.26

Directrice de publication : Anne Macey  
Rédacteur : François Michaux  
Relecture : Juliette Aduayom et Françoise Pons  
Réalisation : Marie-Ange Schilling  
Confrontations Europe – 227 bd Saint Germain, 75007 Paris. Mai 2015

# Introduction

Par **Marcel Grignard**,  
Président de Confrontations Europe

**C'**est très largement l'incertitude qui prévaut lorsque nous nous interrogeons sur l'avenir. Quelle économie ? Quelle industrie ? Quelle croissance ? Quelle évolution des rapports géopolitiques ?

C'est aussi cette incertitude de l'avenir vue du côté de ce que seront les technologies émergentes qui s'imposeront à côté de celles qui échoueront, de ce que seront les cadres réglementaires et *in fine* la rentabilité de tel ou tel projet qui freine les investissements de long terme.

La démographie ne souffre pas de cette incertitude. Nous avons une bonne idée de combien nous serons demain, qui est en âge de travailler, qui espère bénéficier d'une retraite.

Ce numéro de *L'Option* permet à Confrontations Europe, à travers le travail de François Michaux, de proposer quelques-uns de ces repères indispensables à la construction des politiques d'avenir de l'Union européenne. Les enseignements sont clairs. La démographie est un facteur supplémentaire de divergence de l'évolution des pays au sein de l'Union. La prise en charge par nos sociétés des plus âgés va obliger à un effort de solidarité important. Et le poids relatif de la population européenne dans le monde régresser.

Pouvoir projeter avec une bonne précision ce que seront les populations déjà présentes sur nos territoires quand il faudra assurer leurs formations, quand elles entreront dans la vie active, est utile pour décider d'une partie des investissements à réaliser, des réformes à conduire.

Restent des interrogations sur ce que seront les flux migratoires, les mobilités intra-européennes, les mobilités nationales. Sur ces sujets le rôle des politiques nationales et européennes sera déterminant si nous voulons atténuer les effets négatifs prévisibles de la démographie.

Ni pessimisme, ni irritation face aux données démographiques qui éclairent le futur. La caractéristique de ces données, c'est qu'elles s'imposent à nous et que personne ne peut prétendre les ignorer. Reste à s'en saisir pour alimenter le débat préparant les décisions d'avenir. ■■

11 mai 2015

# Première partie

## Le choc démographique européen 2015-2050

- L'**analyse qui suit porte sur trois catégories de pays :
- les cinq grands pays de l'Ouest de l'Union européenne (Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, Espagne) ;
  - les principaux pays de la partie orientale de l'UE, qui ont bénéficié depuis 30 ans d'une part non négligeable des délocalisations industrielles en provenance de l'Ouest de l'Europe (Pologne, Roumanie, République tchèque, Hongrie, Slovaquie et Bulgarie) ;
  - enfin trois « grands » voisins (Russie, Turquie, Ukraine) et un « petit » pays, la Biélorussie.



**François Michaux,**  
ancien responsable de  
l'emploi du groupe Renault,  
chargé de mission à  
Confrontations Europe

Cette analyse porte sur l'évolution de trois classes d'âge :

- ***l'évolution de la population active totale dans ces pays*** sur 35 ans entre 2015 et 2050 avec un point d'étape dans 15 ans en 2030. Dans cette étude, la population active totale comprend les classes d'âge de 15 à 69 ans, alors que les analyses classiques la définissent aux 15-64 ans. Cette extension tient compte du recul général de l'âge de la retraite en Europe, qui va de plus en plus se généraliser.

Cette première vision des actifs totaux mobilisables dans les 35 prochaines années a été complétée par une analyse limitée aux seuls actifs jeunes (15-44 ans), ce qui permet de souligner les tendances futures de la population active la plus dynamique pour la croissance.

- ***l'évolution des 0 à 15 ans***, indicateur essentiel pour la « pente » des évolutions à venir de la population active en Europe au-delà de 2050.
- ***l'évolution des plus de 69 ans***, qui permet de cerner le poids à venir des retraites et des dépenses de santé.

## 1) La population active (15-69 ans et 15-44 ans)

### - Dans les cinq grands pays de l'Ouest de l'Union Européenne (tableau 1)

Les éléments majeurs pour la population active totale (15-69 ans) se déclinent de la façon suivante:

- effondrement de la population active allemande qui passe de 57,376 millions en 2015 à 44,668 en 2050, soit 12,7 millions d'actifs en moins en 35 ans (- 22 % des actifs de 2015). En 2050, la population active allemande sera équivalente à celle de la France, alors qu'en 2015, l'écart est de plus de 14 millions d'actifs en sa faveur.

- baisse significative de la population active italienne qui passe de 43,814 millions d'actifs potentiels à 37,949 millions, soit - 8,176 millions d'actifs (- 13,3 % des actifs de 2015).

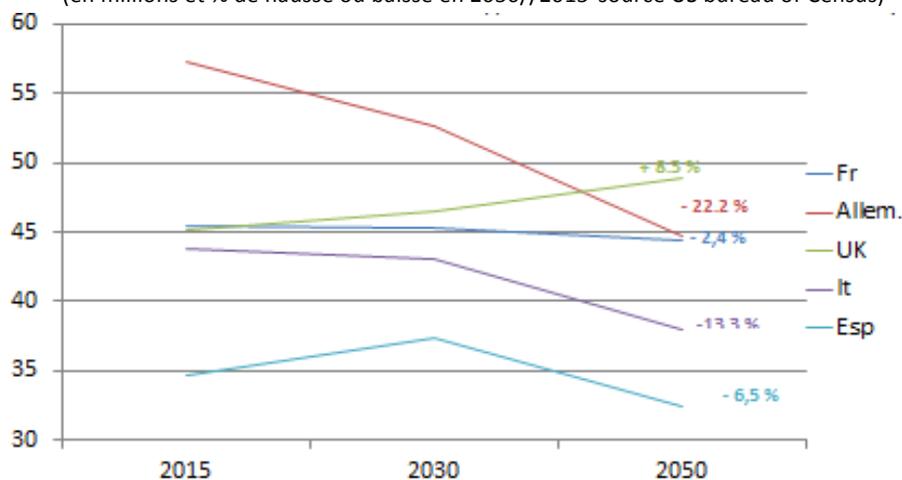
Ces chiffres auront bien sûr un impact négatif sur la croissance de ces deux pays et sur leur dynamisme économique; les instituts de conjoncture économique allemands ne manquent pas de le souligner dès à présent, de même qu'ils insistent sur la dérive croissante du ratio inactifs/actifs. Cette situation, qui obsède de plus en plus les milieux économiques allemands, explique en partie la grande frilosité du pays sur l'enjeu de la relance économique.

- position favorable du Royaume-Uni, en passe de devenir le premier pays européen en termes de population active.

- léger déclin démographique de la France (une première alerte ?).

- enfin un déclin rapide de l'Espagne, dont la population active, après avoir continué à croître jusqu'en 2030 (essentiellement à cause de l'augmentation de sa population d'actifs âgés) basculera ensuite dans une baisse forte, le passage des actifs âgés de plus de 69 ans n'étant plus compensé par des arrivées équivalentes de jeunes sur le marché du travail.

Tableau 1. Evolution de la population active totale (15-69 ans) dans les 5 premiers pays de l'Ouest de l'UE entre 2015 et 2050 (en millions et % de hausse ou baisse en 2050//2015-source US bureau of Census)



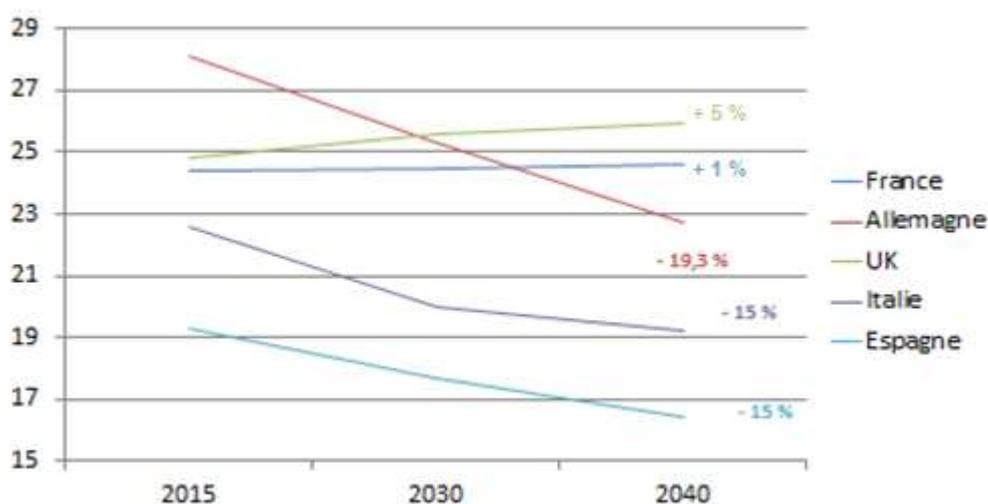
Si l'on affine ces premiers constats par une analyse de l'évolution 2015-2030 des jeunes actifs (15-44 ans) (tableau 2) on soulignera trois éléments supplémentaires:

- les situations démographiques de la France et du Royaume-Uni se rapprochent. Ceci montre que le faible déclin démographique français mentionné ci-dessus s'explique surtout par un nombre croissant d'actifs de plus de 69 ans ; le flux des jeune actifs reste lui positif sur toute la période.

- en Allemagne, le flux d'entrée de jeunes actifs continue à se réduire de façon drastique même si cette baisse est un peu plus faible que celle de l'ensemble de la population active. En conséquence les Allemands de plus de 69 ans sur la période considérée sont proportionnellement un peu plus nombreux que ceux qui atteignent leur quinzième anniversaire. Mais cet écart est suffisamment réduit pour ne pas **améliorer** profondément les fondamentaux négatifs.

- en Italie et surtout en Espagne, **le flux entrant** des jeunes générations sur le marché du travail aggrave la première analyse sur l'évolution globale des actifs. Dans ces deux pays, la baisse de la population des jeunes actifs est plus forte que la baisse de la population active totale. Ceci prouve que le phénomène de décroissance démographique n'est pas achevé et que la population active vieillit, ce qui ne manquera pas d'avoir des conséquences sur le dynamisme économique de l'Europe du Sud (le phénomène se retrouve au Portugal et en Grèce).

Tableau 2. Evolution de la population active jeune (15-44 ans) dans les 5 premiers pays de l'Ouest de l'UE entre 2015 et 2050 (en millions et % de hausse ou baisse en 2050//2015 - source US bureau of Census)

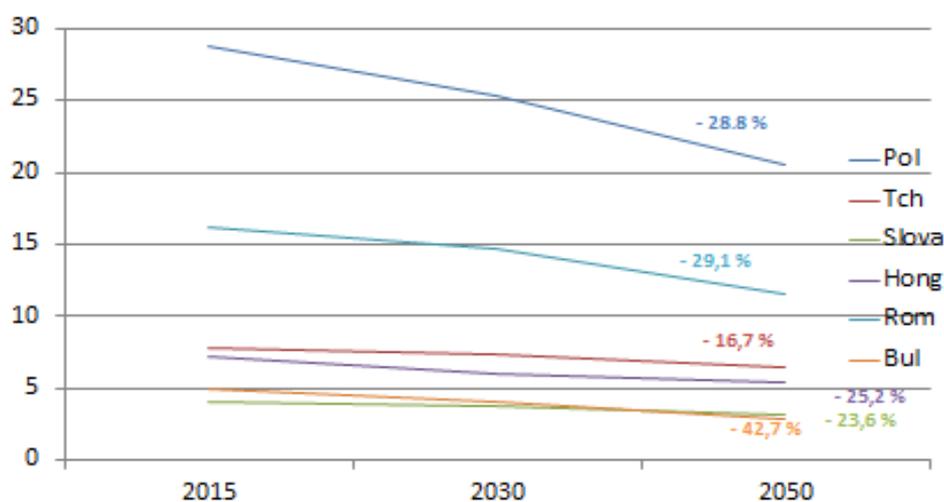


## - Les pays de la partie Est de l'Union européenne

La baisse de la population active totale dans ces pays est sensiblement plus forte qu'à l'Ouest de l'UE, la République tchèque étant le seul pays dont l'évolution se rapproche de cette partie de l'Europe (tableau 3).

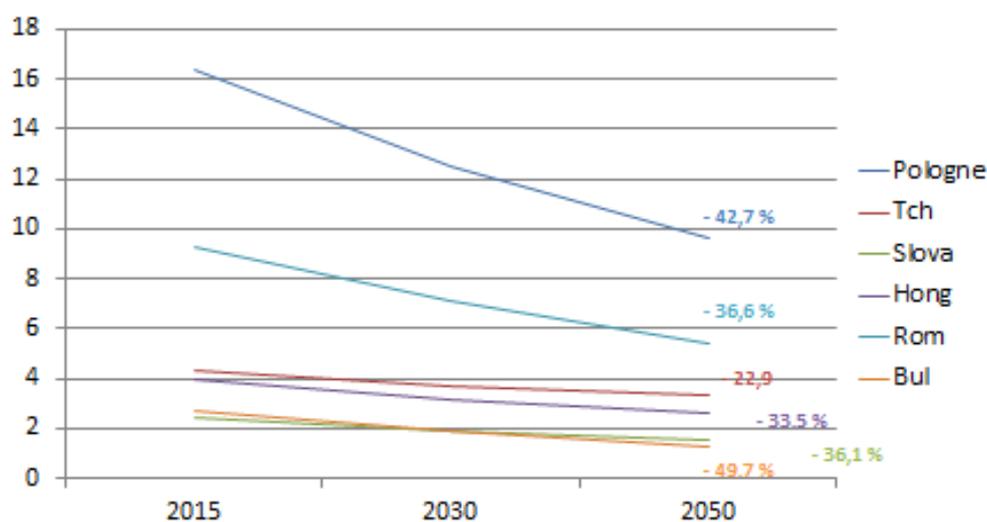
Si l'on excepte la République tchèque et la Bulgarie, le plus petit pays considéré et celui où la situation est la plus critique, tous les autres pays vont perdre en 35 ans entre 30 et 24 % de leur population active, les pays les plus peuplés (Pologne et Roumanie) étant les plus touchés.

Tableau 3. Évolution de la population active totale (15-69 ans)  
dans les principaux pays de l'Est de l'UE entre 2015 et 2050  
(en millions et % de baisse en 2050 par rapport à 2015 - source US bureau of Census)



Comme le montre le zoom sur les actifs jeunes (tableau 4), la situation dans ces pays a tendance à s'aggraver. En effet si on limite l'analyse aux moins de 45 ans, la baisse des actifs s'intensifie. Ainsi partout, entre 2015 et 2050, les arrivées de « jeunes » à leur quinzième anniversaire sur le marché du travail seront beaucoup plus faibles que les sorties de « vieux » à leur 69<sup>ème</sup> anniversaire. Cet écart est particulièrement fort en Bulgarie, où le crash démographique est majeur, puis en Pologne, qui est aujourd'hui la locomotive économique de cette partie de l'Europe, puis en Roumanie, en Slovaquie et en Hongrie.

Tableau 4. Evolution de la population active jeune (15-44 ans) dans les principaux pays de l'Est de l'UE entre 2015 et 2050 (en millions et % de baisse en 2050 par rapport à 2015 - source US bureau of Census)



Si l'on considère que la majorité de la production industrielle délocalisée par les pays de la partie occidentale de l'Union s'est portée sur ces pays, il est à prévoir que dans les 35 prochaines années ces derniers se heurteront à des difficultés croissantes pour assurer à ce tissu productif un renouvellement de génération qui soit fluide et qui ne crée pas d'inflation des coûts salariaux. Or le rapport compétitivité - coût de l'Est de l'Europe était jusqu'ici son principal avantage. L'inflation des coûts salariaux dans ces pays a d'ailleurs déjà commencé, comme le prouve l'amorce de stratégies de relocalisation d'une part de l'activité vers de nouvelles zones économiques plus compétitives (Turquie, Maghreb notamment), et dans des zones d'Europe de l'Ouest (Espagne, Portugal) qui ont amélioré leur compétitivité coût depuis la crise. Ces relocalisations seront particulièrement sensibles dans l'industrie automobile, dont les constructeurs européens avaient massivement délocalisé la production en République tchèque, en Slovaquie, en Pologne, en Roumanie et en Hongrie dans les années 1990-2000.

## - Les « grands voisins » de l'Union européenne

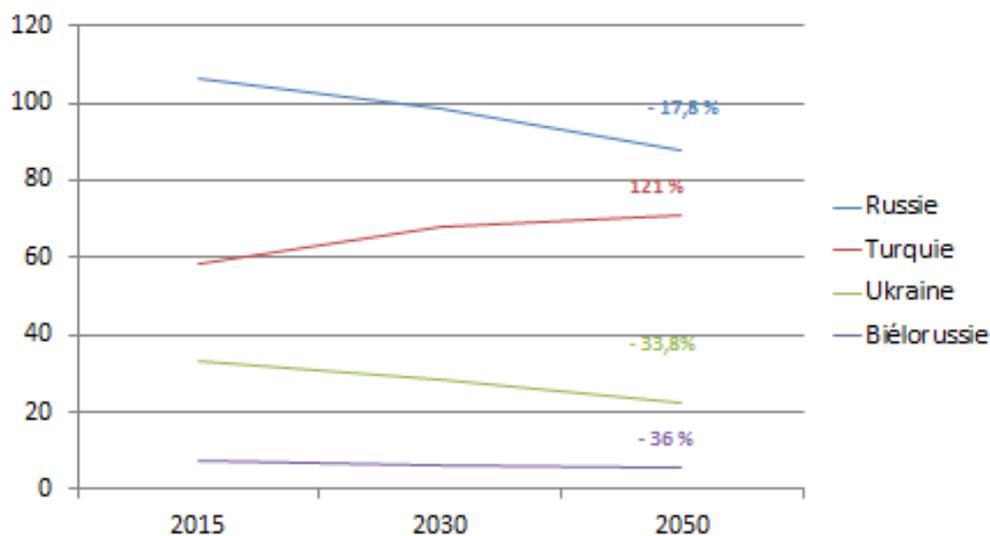
Si on analyse maintenant avec la même approche les pays orientaux qui sans être intégrés dans l'Union européenne entretiennent avec elle des relations étroites en raison de leur proximité (Russie, Biélorussie, Ukraine et Turquie), la situation est très contrastée.

La Russie, l'Ukraine et la Biélorussie présentent les mêmes caractéristiques que les pays de la partie orientale de l'UE, à savoir :

- une baisse globale de la population active totale, proche de celle de l'Allemagne pour la Russie, plus prononcée pour l'Ukraine et la Biélorussie, proche du niveau polonais et roumain. Ces deux pays connaissent même dans certaines régions des phénomènes de désertification humaine qui vont sûrement s'aggraver. Sur l'ensemble des pays analysés, l'Ukraine, la Biélorussie et la Bulgarie sont les trois pays les plus proches d'un crash démographique irrémédiable.

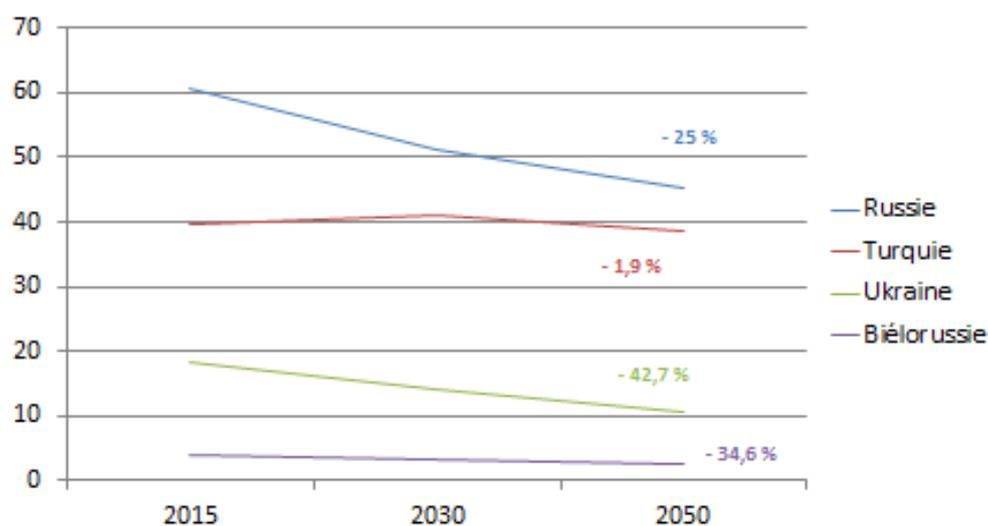
- une baisse encore plus forte des actifs jeunes, comme dans les pays de la partie orientale de l'UE, qui annonce une aggravation de la situation dans la seconde moitié du siècle.

Tableau 5. Évolution de la population active totale (15-69 ans)  
des grands pays voisins de l'UE entre 2015 et 2050  
(en millions et % de baisse en 2050 par rapport à 2015 - source US bureau of Census)



A contrario, la Turquie est un pays où, durant les 35 prochaines années, la croissance de la population active sera la plus forte de tous les pays considérés. Mais cette situation est en train de s'inverser : à l'inverse de la progression globale de la population active de 21 %, le zoom sur les 15-44 ans montre une légère régression de - 1,9 %. Cela signifie que la Turquie, qui est entrée en phase de transition démographique, augmentera sa population active dans les prochaines années uniquement par le gonflement des plus de 44 ans, et que ce phénomène aura tendance à disparaître durant la seconde moitié du XXI<sup>ème</sup> siècle quand les classes pleines de ce début de siècle auront atteint leur 69<sup>ème</sup> année et seront remplacées par des classes d'âge beaucoup moins nombreuses.

Tableau 6. Évolution de la population active jeune (15-44 ans) des grands pays voisins de l'UE entre 2015 et 2050 (en millions et % de baisse en 2050 par rapport à 2015 - source US bureau of Census)



## 2) Les jeunes non actifs (0-14 ans)

### - Dans les 5 grands pays de l'Ouest de l'UE (tableau 7)

Le tableau 7 conduit à dresser le constat suivant :

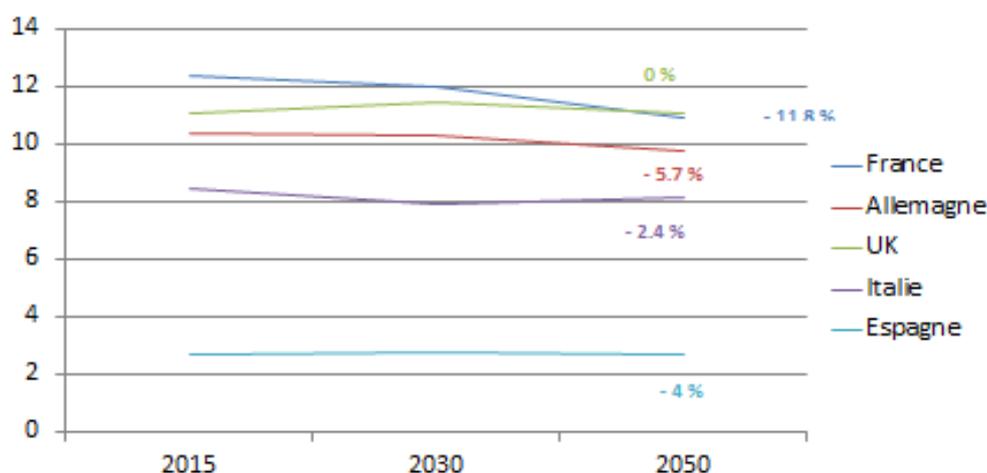
- malgré le constat d'un taux de fécondité actuel qui fait de la France la championne de la natalité en 2013 (voir annexe 1, p.18), ce pays devrait connaître, surtout à partir de 2030, une baisse significative de son « stock » de 0 à 15 ans qui se traduira par un alignement sur la situation britannique. Ceci pose la question de l'évolution de la natalité française dans la seconde moitié du siècle.

- le Royaume-Uni garde un groupe de 0-15 ans inchangé sur la période même si, comme en France, une baisse – plus légère – semble s'amorcer à partir de 2030.

- l'Espagne et surtout l'Italie réussissent à ralentir la réduction du groupe des 0 à 15 ans, même si celle-ci se poursuit. Dans le cas italien, un léger redressement s'amorce.

- l'Allemagne poursuit un déclin au cours de la seconde moitié du siècle, qui rapproche son groupe de 0 à 15 ans du niveau italien, alors que la population totale des deux pays est très différente.

Tableau 7. L'avenir : évolution du nombre 0-14 ans entre 2015 et 2050 dans les 5 premiers pays de l'Ouest de l'UE (en millions et % de baisse en 2050 par rapport à 2015 - source US bureau of Census)



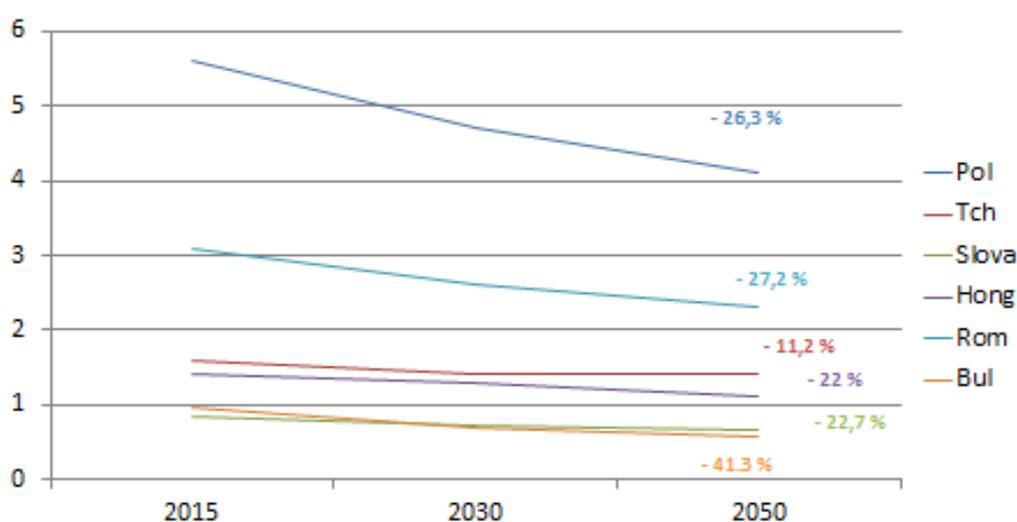
## - Les pays de la partie orientale de l'UE (tableau 8)

Si quelques évolutions positives semblent s'amorcer dans l'Ouest de l'UE, la situation reste bouchée dans les pays de sa partie orientale.

Si la République tchèque fait un peu mieux que le reste des pays analysés, avec une baisse du groupe des 0-14 ans comparable à la France (et une quasi stabilisation entre 2030 et 2050) et si la Bulgarie confirme un effondrement catastrophique, tous les autres pays prolongent, pour les jeunes inactifs, la tendance baissière constatée ci-dessus pour les jeunes actifs. Il y a un ralentissement de la baisse, mais pas une inflexion des courbes à la hausse. Cette baisse est particulièrement nette pour la Pologne et la Roumanie, les deux pays les plus peuplés de la zone.

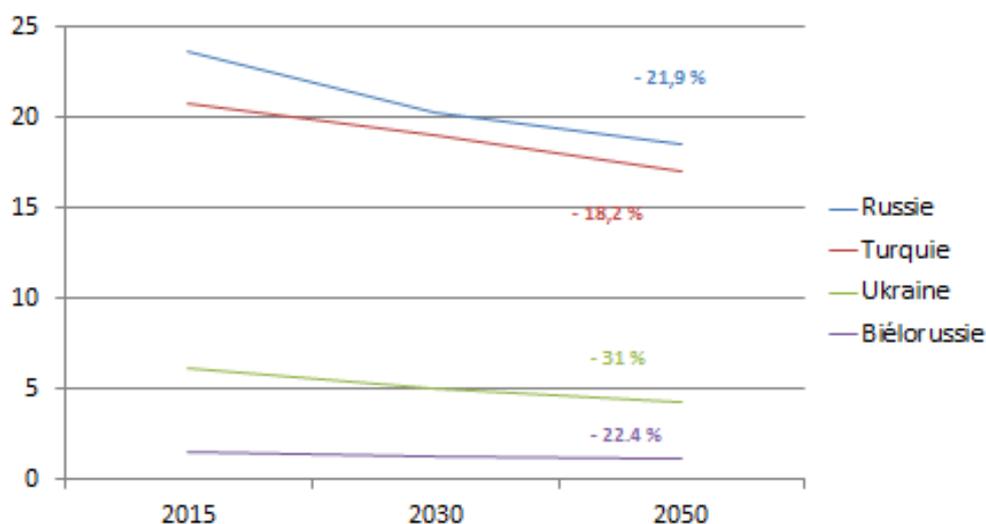
On constate toutefois que la décroissance des 0 à 14 ans dans ces pays se ralentit par rapport à celle des jeunes actifs, donc la dénatalité ralentit. Néanmoins cette dénatalité reste une tendance forte qui aura son impact sur les populations actives de la deuxième moitié du XXI<sup>ème</sup> siècle. La partie orientale de l'Union va connaître un effondrement démographique continu durant tout le siècle. Compte tenu de l'impact de la démographie sur la croissance, le « rattrapage » espéré de la partie orientale de l'UE avec l'Ouest est un objectif au mieux fragilisé, plus sûrement irréaliste.

Tableau 8. L'avenir : évolution du nombre 0-14 ans entre 2015 et 2050 dans les principaux pays de l'Est de l'UE (en millions et % de baisse en 2050 par rapport à 2015 - source US bureau of Census)



## - Les « grands voisins » de l'Union européenne

Tableau 9. L'avenir : évolution du nombre 0-14 ans entre 2015 et 2050 dans les grands pays voisins de l'UE (en millions et % de baisse en 2050 par rapport à 2015 - source US bureau of Census)



Comme dans les pays de l'Ouest de l'UE, la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine présentent des taux de renouvellement des jeunes générations qui faiblissent tout en ralentissant légèrement par rapport aux tendances concernant les jeunes actifs. Les mêmes constats que précédemment (p.12) sont valables. On notera au passage le faible écart qui sépare désormais le nombre de jeunes nés en Russie du nombre de jeunes nés en Turquie : en fin de période l'écart n'est plus que de 2,5 millions pour l'ensemble des jeunes analysés.

En revanche la Turquie présente une évolution des 0-14 ans très divergente par rapport à l'évolution des actifs. Ceci confirme que ce pays est en train de faire sa transition démographique : forte augmentation de la population active globale essentiellement liée aux classes d'âge actives les plus âgées, très légère baisse du potentiel d'actifs jeunes, et forte baisse des 0-14 ans qui amorce une baisse progressive des actifs jeunes dès le troisième quart du XXI<sup>ème</sup> siècle (2050-2075) et une baisse de la population active globale pendant le quatrième quart du siècle (2075-2100).

### 3) Les plus de 69 ans

Dans l'ensemble des pays analysés, les plus de 70 ans augmentent. Deux phénomènes expliquent ce constat :

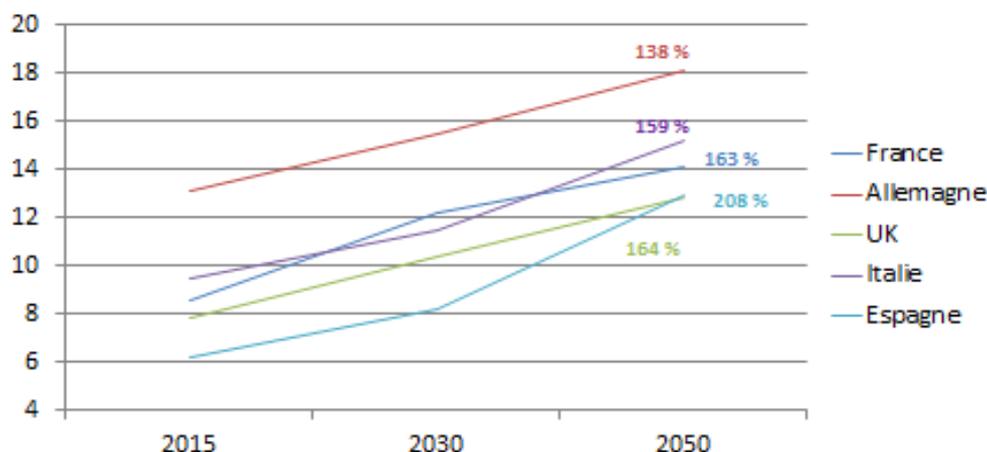
- tous les pays connaissent la sortie de la vie active des « baby-boomers » des premières années d'après-guerre. Ce phénomène va se poursuivre à partir de 2015 durant une vingtaine à une trentaine d'années selon les pays ;
- l'espérance de vie dans les pays où elle est la plus faible va s'allonger et opérer un rattrapage par rapport aux pays les plus favorisés. Ceci va contribuer à augmenter vers 2050 les effectifs des seniors les plus âgés (cf. annexe 2 p.19).

Dans la partie occidentale de l'UE, où la généralisation des soins existe depuis longtemps et où l'augmentation de l'espérance de vie est faible (mais reste continue), la tendance sur ce second point est plutôt à la stabilisation alors que la progression est beaucoup plus rapide dans les pays de la partie orientale de l'UE et chez les grands voisins orientaux. Dans ce second groupe, on s'attend à un doublement voire un quadruplement des 70 ans et plus, ce qui risque de déstabiliser les systèmes de retraite et de gestion de l'hébergement et de la santé des plus âgés, en général aujourd'hui peu développés.

#### - Dans les 5 grands pays de l'Ouest de l'UE (tableau 10)

Dans la partie occidentale de l'UE, le phénomène de vieillissement est connu et progressivement intégré dans des réformes des retraites qui, par couches successives, tentent de rééquilibrer les régimes en place. On notera les évolutions suivantes :

Tableau 10. Evolution du nombre des > 69 ans entre 2015 et 2050 dans les 5 premiers pays de l'Ouest de l'UE (en millions et % de hausse ou baisse en 2050//2015-source US bureau of Census)



- en France, au Royaume-Uni et en Italie les pentes de progression des plus de 69 ans sont relativement proches. Cette progression est plus faible en Allemagne où le vieillissement de la population a commencé un peu plus tôt.

- en Espagne, la progression des plus de 70 ans est beaucoup plus forte, surtout à partir des années 2030 avec, en 2050, un doublement de ces classes d'âge par rapport à 2015.

- enfin l'Italie et l'Espagne, les deux pays les moins peuplés de l'échantillon considéré, ont en fin de période un nombre de seniors significativement plus lourd qu'ailleurs : l'Espagne aura en 2050 une population de plus de 69 ans aussi importante que celle du Royaume-Uni pour une population totale de 52,5 millions alors que le Royaume-Uni compte 71,1 millions d'habitants. C'est-à-dire que l'Espagne supportera le même « poids social » du vieillissement que le Royaume-Uni avec une population inférieure de près de 19 millions... Quant à l'Italie, (61,4 millions en 2050), ses inactifs âgés sont 1,5 million environ de plus que ceux de la France (69, 5 millions en 2050).

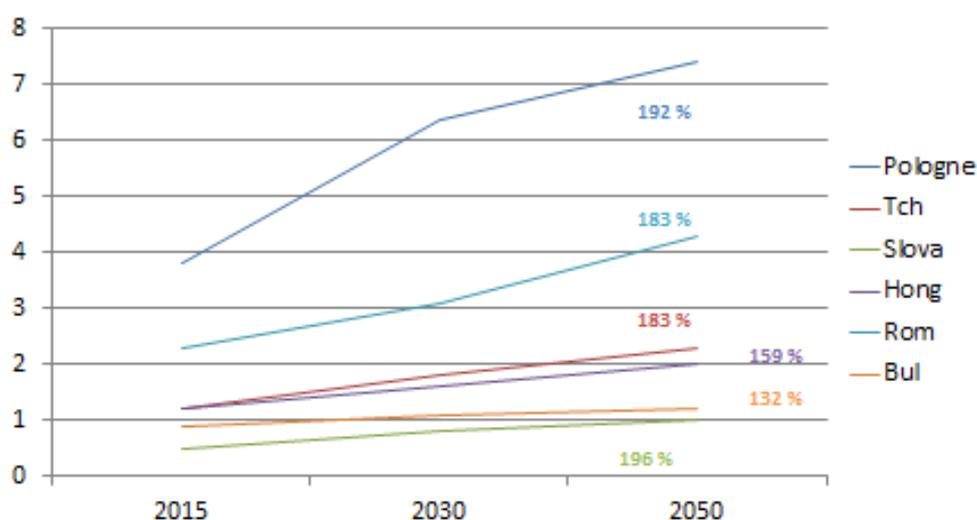
Conclusion : il sera moins facile de vieillir partout dans l'Ouest de l'Europe dans les années à venir que par le passé. Mais sans conteste, c'est en Espagne et en Italie que ce sera le plus dur.

### - Les pays de la partie orientale de l'UE (tableau 11)

Dans les 35 prochaines années, quatre des six pays analysés, Pologne, Roumanie, République tchèque et Slovaquie vont, comme l'Espagne, voir quasiment doubler le nombre de seniors de plus de 69 ans, avec les mêmes conséquences qu'en Espagne, dans un contexte où la protection sociale de la vieillesse et le système de santé sont mal adaptés pour accompagner cette progression.

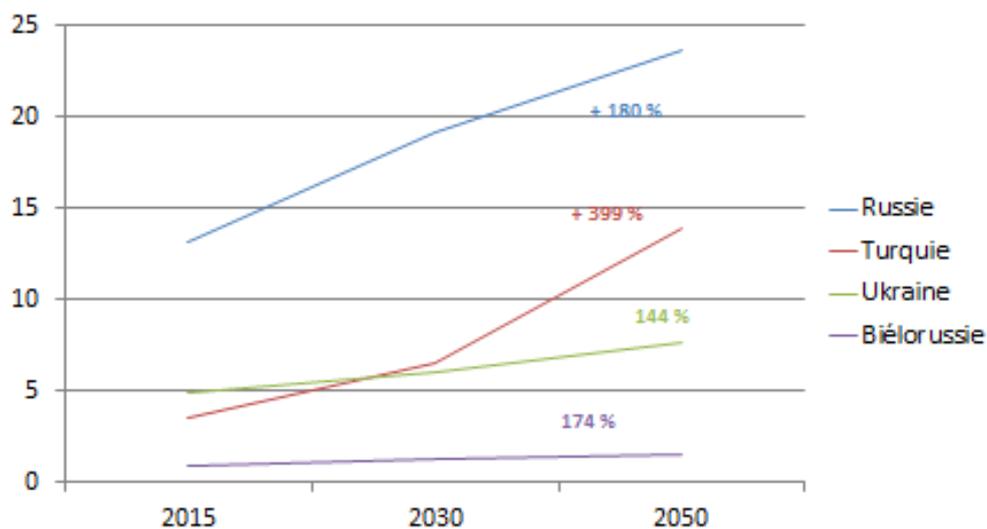
Les deux autres pays, Bulgarie et Hongrie, connaîtront des progressions plus faibles mais importantes.

Tableau 11. Évolution du nombre des > 69 ans entre 2015 et 2050 dans les principaux pays de l'Est de l'UE (en millions et % de hausse ou baisse en 2050//2015-source US bureau of Census)



## - Les « grands voisins » de l'UE

Tableau 12. Évolution du nombre des > 69 ans entre 2015 et 2050  
dans les grands pays voisins de l'UE  
(en millions et % de baisse en 2050 par rapport à 2015 - source US bureau of Census)



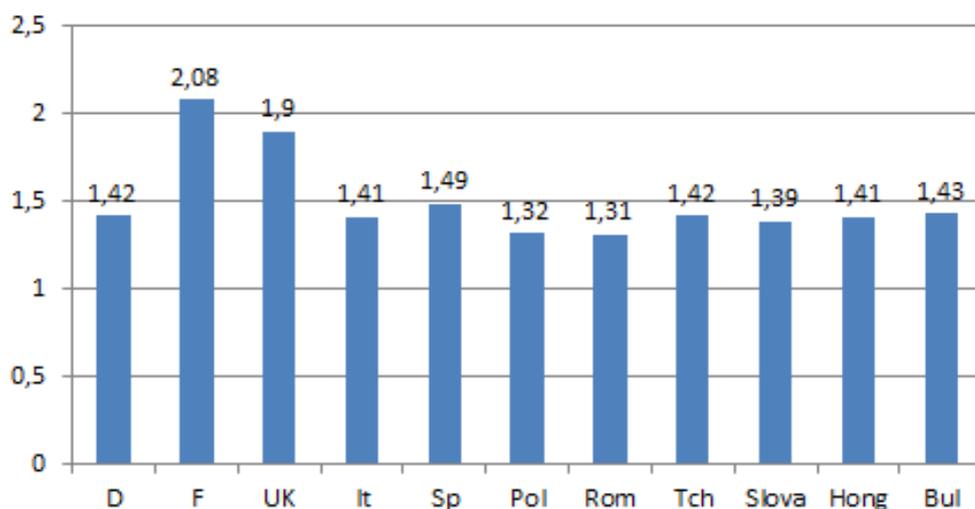
La situation de la Russie est proche de celle des pays de la partie orientale de l'UE, celle de l'Ukraine est proche des tendances occidentales. Quant à la Turquie, en 35 ans elle quadruple le nombre de ses seniors ce qui en fait sans conteste le pays le plus touché et qui confirme la violence de la transition démographique qui s'amorce.

# ANNEXES

## Annexe 1 : Taux global de fécondité 2013

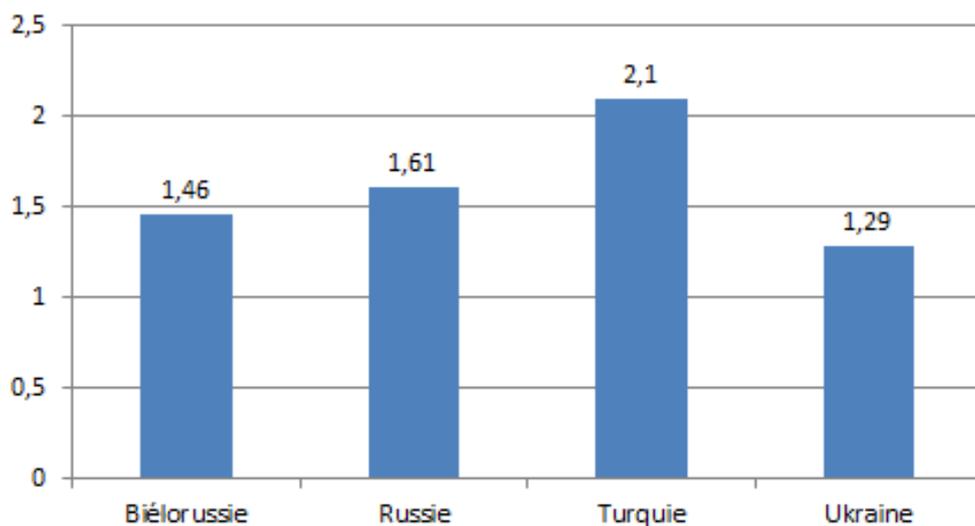
### Taux global de fécondité 2013 – UE

(le taux global de fécondité est le rapport entre le nombre d'enfants nés une année donnée rapporté au nombre de femmes en âge d'avoir des enfants – source US bureau of Census)



### Taux global de fécondité 2013 des grands pays voisins de l'UE

(le taux global de fécondité est le rapport entre le nombre d'enfants nés une année donnée rapporté au nombre de femmes en âge d'avoir des enfants – source US bureau of Census)



## Annexe 2 : Evolution de l'espérance moyenne de vie 2015-2050

Augmentation de l'espérance moyenne de vie par pays 2015-2050  
(en années – source US bureau of Census)

	2015	2050	Évolution 2050//2015
Allemagne	80,6	83,4	+ 2,8
France	81,8	83,9	+ 2,1
UK	80,5	83,4	+ 2,9
Italie	82,1	84,1	+ 2
Espagne	81,6	83,8	+ 2,2
Pologne	76,9	81,7	+ 4,8
Roumanie	74,9	80,7	+ 5,8
Rép. Tchèque	78,5	82,5	+ 4
Slovaquie	76,7	81,6	+ 4,9
Hongrie	75,7	81,2	+ 5,4
Bulgarie	74,6	80,6	+ 6
Russie	70,5	78,3	+ 7,8
Ukraine	69,4	77,5	+ 8,1
Biélorussie	72,5	79,4	+ 6,9
Turquie	73,6	80,1	+ 6,5



## Deuxième partie

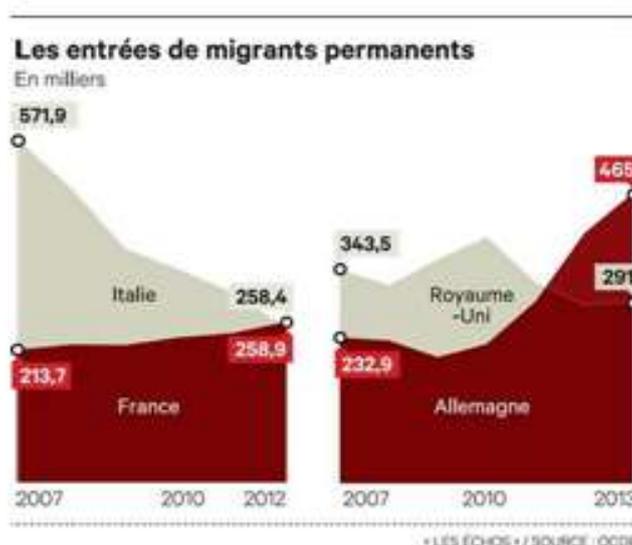
### L'immigration va-t-elle régler le choc démographique ? Le cas de l'Allemagne

**F**ace au choc démographique qui s'amorce en Europe, il y a plusieurs réponses, internes aux pays (accroissement du travail des femmes et des seniors, amélioration de la productivité, augmentation du temps de travail) et externes (recours accru à l'immigration).

Généralement, c'est l'immigration qui est présentée comme la réponse première à la baisse des actifs. Le cas allemand illustre la complexité de cette réponse: c'est en Europe le pays qui, parce qu'il combine effondrement démographique rapide et croissance économique forte malgré la crise, est le mieux à même de développer une politique d'immigration active, et il met effectivement en œuvre cette politique.

Celle-ci se traduit à l'heure actuelle par une forte hausse du taux d'immigration, qui détonne par rapport aux autres grands pays européens, un constat qui est fréquemment relevé par les médias.

2007-2012 : évolution de l'immigration dans les grands pays de l'UE  
(Les Echos 16-12-2014)



Nombre total de nouveaux immigrants de longue durée enregistrés en 2012  
(Eurostat 2014 – en milliers)

Allemagne	592	Grèce	110
UK	498	Suède	103
Italie	351	Autriche	92
France	327	Irlande	54
Espagne	304	Danemark	54
Pologne	218	Hongrie	34
Roumanie	167	Rép Tchèque	34
Belgique	147	Portugal	15
Pays-Bas	125	Bulgarie	14

Faut-il voir pour autant dans cette stratégie la réponse au choc démographique allemand ? On peut en douter pour plusieurs raisons.

### 1) La première raison est politique.

Comme le montrent les tensions actuelles en Allemagne sur le rejet de l'immigration, notamment sur les immigrants de confession musulmane (les Turcs représentant la première minorité immigrée en Allemagne), la réponse migratoire atteint assez vite des limites d'« acceptabilité culturelle » que l'on retrouve un peu partout en Europe. Qu'il s'agisse du Royaume-Uni où David Cameron prend un virage anti-immigration très net, de la Suède, autre grand pays d'immigration où le populisme monte rapidement en graine, ou de la France, les exemples ne manquent pas ; avant la crise, les agressions anti-immigrés en Espagne et en Italie montraient les mêmes tendances... Bref il n'est pas aisé de faciliter fortement l'immigration quand elle ne bénéficie pas d'une acceptation par la population locale. Acceptation liée à la présence d'anciens immigrants de même origine qui facilitent l'intégration des nouveaux venus. Mais si, pour développer vite l'immigration, on doit aller chercher une main d'œuvre originaire de nouveaux pays, où développer un afflux massif issu des terres d'immigration habituelle on accroît le choc culturel et les rejets

### 2) La deuxième raison est le fruit de constats plus anciens qui tiennent à la difficulté de l'Allemagne à garder durablement ses immigrants.

Ce n'est pas en effet la première fois que l'Allemagne tente de sortir de son problème démographique par un recours à une forte immigration, mais cette politique a plutôt tendance à faire du *stop and go* et ne semble pas avoir établi une base solide pour une partie au moins des immigrants (la Turquie est à part).

Les entrées annuelles d'immigrés de longue durée en Allemagne (Eurostat)

([http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie\\_de\\_l'Allemagne#2010](http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie_de_l'Allemagne#2010)

2020\_Une\_d.C3.A9cennie\_de\_forte\_immigration\_3F)

1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
193 947	441 139	593 962	681 872	602 523	782 071	462 096	314 998	397 935
1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
282 197	93 664	47 098	201 975	167 120	272 723	219 288	142 645	82 543
2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
78 953	22 791	43 284	- 55 743	- 12 782	127 677	279 330	368 945	428 607

Comme le montrent les chiffres d'Eurostat qui reprennent l'historique des entrées d'immigrés de longue durée en Allemagne entre 1987 et 2013 (ressortissants et non ressortissants de l'UE), la montée actuelle de l'immigration en Allemagne n'est pas la première. Entre 1988 et 1995, le taux annuel d'immigrants a évolué entre 440 000 et 782 000 habitants avant de retomber très fortement par la suite. D'un certain point de vue, le gonflement actuel des chiffres en 2012-2013 peut être lu comme le rattrapage de la période 2004-2010 où l'immigration s'est effondrée en Allemagne.

Par ailleurs, curieusement, il est très difficile d'avoir une idée sur les départs d'immigrés qui suivent les arrivées. Les séries longues sur l'évolution du solde migratoire en Allemagne, qui donneraient une idée sur ce sujet, ne sont pas faciles à trouver.

Pour tenter d'évaluer une réponse, on est obligé de travailler à partir des statistiques annuelles sur la population immigrée en Allemagne. En 1987 la population totale, étrangère ou née à l'étranger, représentait 4,2 millions de personnes (6,9 % de la population totale – rapport de l'OCDE 1999 sur les migrations). Dix ans plus tard, en 1997, le même rapport estime ce chiffre à 7,366 millions (9 % de la population totale), soit 3,1 million supplémentaires.

Si l'on compare ce chiffre au cumul des entrées recensées entre 1987 et 1996 (ci-dessus) soit 4,75 millions d'immigrés, on en déduit que durant cette période 1,65 millions d'immigrés sont partis d'Allemagne, soit un peu plus du tiers des entrées.

Mais les chiffres récents sont encore plus instructifs, et restrictifs. Le premier recensement réalisé en Allemagne depuis la réunification du pays a mis en évidence en 2013 une surestimation globale de la population. La population qui avait été estimée à plus de 82 millions d'habitants a été corrigée à quelques 80 millions, soit un différentiel de deux millions de personnes. La surestimation a porté pour moitié (1,1 million) sur le nombre des immigrés résidents permanents.

Avant le recensement, on considérait qu' au début des années 2010, il y avait de l'ordre de 7,3 millions d'immigrés, un chiffre – surestimé – identique à l'estimation de l'OCDE pour 1997 (soit 13 ans plus tôt). Comme entre 1997 et 2013, le tableau ci-dessus montre qu'il y a eu près de 2 millions d'entrées d'immigrés permanents, on peut conclure que durant cette même période, il est reparti autant d'immigrés qu'il en est entré...

Le recensement récent ne trouvant plus que 6,2 millions d'étrangers en Allemagne au lieu des 7,3 chiffrés précédemment (- 1,1 million), on peut en déduire que le phénomène des sorties d'immigrés est plus fort qu'estimé initialement. Entre 1987 et 2013, la part de la population allemande immigrée ou née d'un immigré serait donc passé de 4,2 à 6,2 millions, soit un gain de deux millions en 27 ans, pour des entrées cumulées de 7,8 millions. Ce qui semble indiquer que ***l'Allemagne n'a gardé, globalement, qu'un quart des immigrés entrés dans le pays depuis 27 ans.*** A l'appui de cette analyse, on citera une étude 2013 de Destatis, l'institut allemand des statistiques, qui constate que plus de la moitié des nouveaux immigrants récents sont repartis moins de 12 mois après. Autrement dit, l'Allemagne garde un nombre limité d'immigrés à long terme : si l'immigration lui permet de répondre à des « coups de feu » de son activité économique sur de courtes périodes, elle n'apporte pas une réponse solide à son effondrement démographique.

### 3) Une troisième raison tient à l'origine des immigrés que l'Allemagne attire.

Après avoir été longtemps essentiellement turcs, ces immigrés viennent pour l'essentiel de pays de l'Union européenne. C'est ce que montrent les deux graphiques ci-dessous.

Le premier souligne la faible attractivité de l'Allemagne pour des ressortissants hors UE, la situant sensiblement en dessous de la France et au niveau du Portugal. Cette indication montre que son « périmètre de chasse » est finalement assez limité, probablement pour des raisons linguistiques. Le deuxième graphique montre le très fort recentrage de ce périmètre sur les voisins immédiats de l'Allemagne, en Europe Centrale et Orientale, Pologne surtout, Roumanie et Bulgarie. L'immigration turque s'est effondrée en raison du redressement économique de la Turquie qui offre de plus en plus d'emplois sur son territoire. L'immigration venant du Sud de l'Europe, très médiatisée, reste faible.

Ainsi près de la moitié de l'immigration en Allemagne vient de ses proches voisins Est-européens (ce qui contribue à expliquer la facilité du retour de ces immigrés dans leur pays). Ce constat est doublement menaçant pour l'Allemagne :

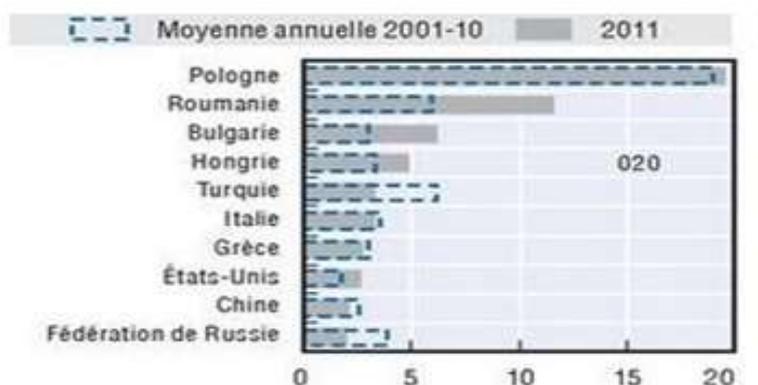
- d'une part, l'Allemagne puise ses réserves dans des pays qui sont eux-mêmes exsangues à terme et de moins en moins capables de fournir le personnel qualifié qui fait défaut à l'Allemagne,
- d'autre part, cette ponction affecte les pays qui forment la base arrière « *low-cost* » de l'Allemagne en Europe, c'est-à-dire qu'elle appauvrit au premier chef en personnel qualifié les usines allemandes qui sont implantées dans ces pays. Ce qui fait monter du même coup les coûts salariaux dans ces pays... On notera toutefois que l'Allemagne ne fait pas venir d'immigrés de République tchèque et de Slovaquie, qui sont ses bases économiques préférées...

Nombre de titres de séjour délivrés à des ressortissants non UE  
 en 2013 pour 1000 habitants  
 (source Eurostat)

UK	11,3	France	3,2
Suède	10,3	Allemagne	2,5
Irlande	7,1	Portugal	2,5
Pologne	7,1	Hongrie	1,7
Rép. Tchèque	4,3	Grèce	1,7
Espagne	4,2	Belgique	0,9
Italie	4,1	Bulgarie	0,9
Autriche	4	Roumanie	0,6

L'UE a délivré 2,3 millions de nouveaux titres de séjour à des ressortissants hors UE en 2013, soit 12,5 % de plus qu'en 2012, mais 7 % de moins qu'en 2008. En 2011 l'UE estimait que 30 % des titres de séjours étaient délivrés pour des raisons familiales, 26 % pour le travail, 21 % à des étudiants et 23 % pour d'autres raisons.

Origine des immigrants en Allemagne des 10 premières nationalités  
 en % des entrées d'étrangers  
 (OCDE perspective des migrations internationales 2013)

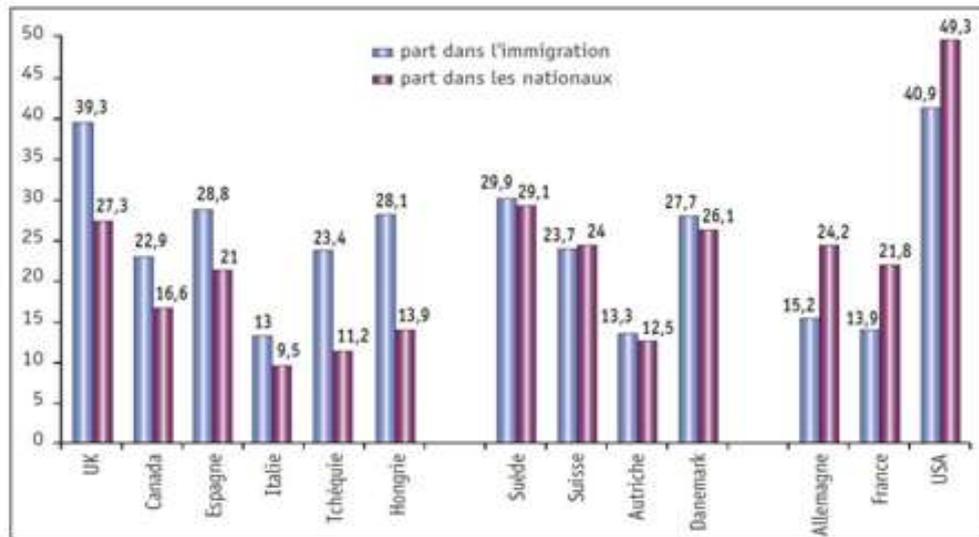


En résumé, malgré ses efforts pour élargir son champ de « recrutement d'immigrés », ***l'Allemagne ne sait recruter aujourd'hui qu'en Europe, essentiellement dans la partie orientale de l'UE.*** Cette stratégie est de plus en plus fragilisée au fur et à mesure que ces pays se vident de leurs jeunes actifs. ***Elle affaiblit par ailleurs l'arrière-pensée économique low cost de l'Allemagne*** en privant ses propres implantations industrielles en Pologne, en Hongrie ou en Roumanie des techniciens et des ingénieurs dont elles auront un besoin criant pour survivre...

#### 4) Deux remarques pour conclure

La première remarque porte sur la capacité de l'Allemagne à recruter du personnel très qualifié parmi les immigrants venant travailler chez elle. Contrairement à l'idée que les médias véhiculent, cette capacité ne semble pas avérée. Mais les chiffres sont trop anciens pour être plus précis sur ce sujet (tableau ci-dessous 1999-2000).

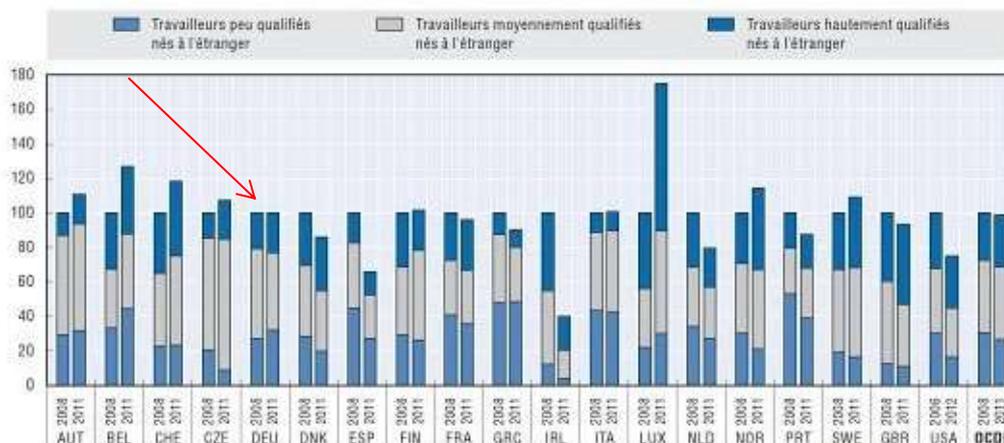
Part des diplômés de l'enseignement supérieur chez les immigrants et chez les autochtones pour quelques pays (1999-2000)



Source: enquête pop. active Eurostat – Canada statistiques nationales – US bureau of census

Part des personnes nées à l'étranger dans les embauches selon le niveau d'éducation en 2008 et 2011 (Europe) et 2007 et 2012 (Etats-Unis)

Évolution, indice = 100 en 2007/2008  
(perspective des migrations internationales OCDE 2013)



Notes : Les embauches font référence aux personnes qui sont à leur poste depuis au plus un an. La population de référence est la population âgée de 15 à 64 ans non scolarisée (sauf aux Etats-Unis). Les données pour les pays européens correspondent à 2008 et 2011. Les données pour les Etats-Unis correspondent à 2006 et 2012.

Sources : Pays européens : Enquêtes sur la population active (Eurostat) ; Australie, Canada, Nouvelle-Zélande : Enquêtes sur la population active ; Etats-Unis : Current population Surveys, supplément de janvier.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/888932831395>

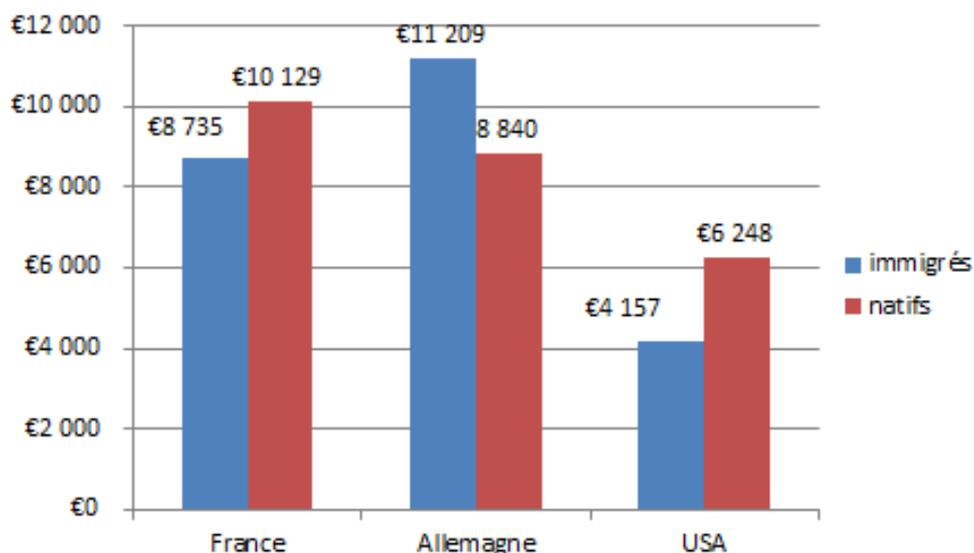
La deuxième remarque porte sur l'âge moyen du « stock » d'immigrés permanents qui forme la base de la politique d'immigration en Allemagne et sur le coût de cette immigration pour l'Allemagne. Ce dernier argument sert beaucoup, dans une population vieillissante, à renforcer les réflexes anti-immigrés des Allemands.

Le fait qu'une bonne partie de l'immigration turque, arrivée tôt dans le pays et restée en Allemagne contrairement à d'autres flux d'immigrés, explique en grande partie ces réflexes, mais il doit contribuer à éviter les lectures trop rapides du potentiel de croissance en Allemagne lié à l'immigration.

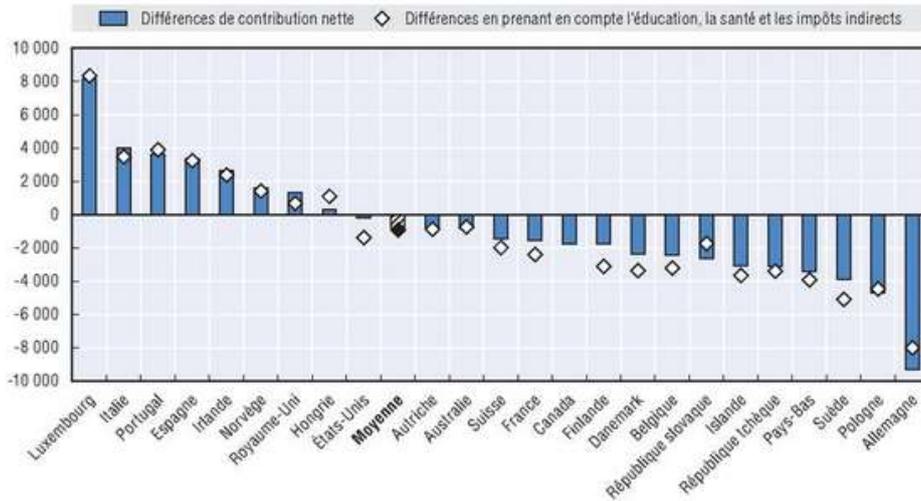
Distribution des ménages immigrés selon l'âge du chef de famille  
(perspective des migrations internationales OCDE 2013)

	15-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65-74	> 74
France	2,3	12,3	19,8	18,8	21,2	13,1	12,5
Allemagne	3,1	12,2	11,4	9,8	17,7	33,5	12,3

Montant annuel moyen des prestations versées par foyer  
(moyenne 2007-2009 source OCDE 2013 in Le Point 21/11/2013)



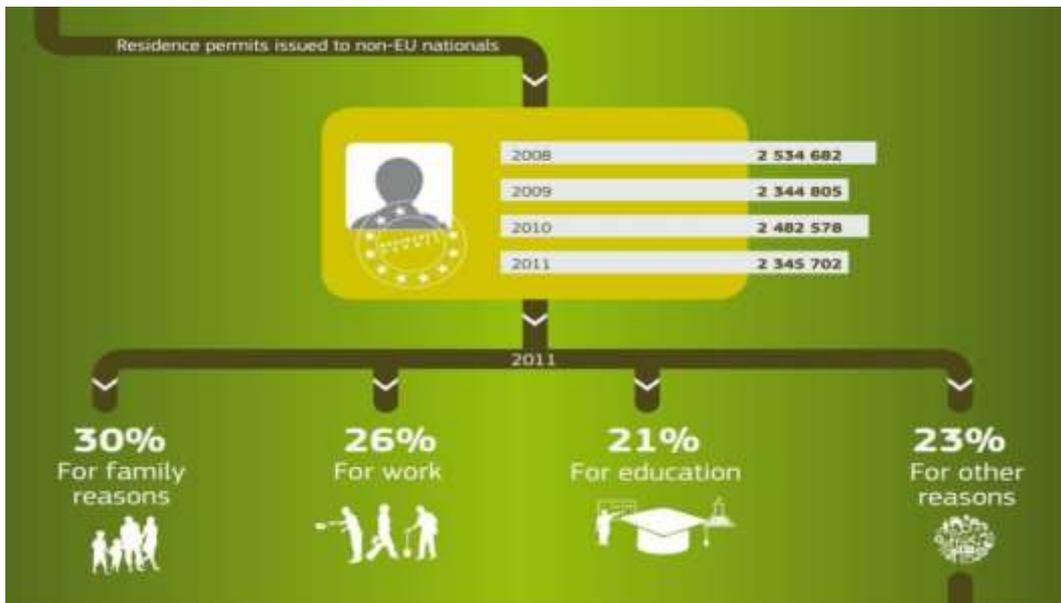
Différences dans la position fiscale nette des ménages immigrés et des ménages nés dans le pays, avant et après les ajustements dus aux impôts indirects et aux services publics, moyenne 2007-2009 en EUR (PPA ajustées)



Source : Voir l'annexe 3.A3.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932831148>

L'Allemagne est un pays où la part des immigrés percevant une pension est particulièrement élevée et où l'impact fiscal est estimé à -1,1% du PIB



*L'analyse réalisée ci-dessus s'est heurtée à des données souvent lacunaires, avec des définitions parfois imprécises. Elle a essayé, à partir de données croisées de sources différentes, d'approcher la question de l'immigration (dont on rappellera qu'elle n'est pas limitée à l'immigration du travail, comme le rappelle une étude récente de la Commission européenne sur l'immigration en Europe).*

*Bref, cette analyse ne prétend pas apporter des réponses certaines à des sujets flous, mais souligner quelques points sur lesquels il est important de mesurer les politiques d'immigration et leur impact, positif ou négatif, en Allemagne, mais aussi ailleurs dans l'Union européenne...*



# Essai de conclusion

**L**es lecteurs de ces quelques pages ont probablement oscillé entre doute, pessimisme et irritation.

**Doute**, parce que, face à une projection à 35 ans, le lecteur s'interroge inévitablement sur la fiabilité des prévisions et surtout sur leurs conséquences. Les enfants nés en 2015 ne commenceront à travailler que vers 2035 dans un système de production qui aura profondément changé, où l'activité des seniors aura évolué. Que valent ces chiffres et qu'annoncent-ils pour 2050, alors que des inconnues pèsent sur des paramètres majeurs comme les taux de natalité, les niveaux d'immigration, l'espérance de vie, la durée moyenne d'activité tout au long de la vie ou la croissance économique ?

**Pessimisme**, parce que ces chiffres n'annoncent rien de bon pour l'Europe du XXI<sup>ème</sup> siècle. Les chiffres du US Bureau of Census, l'institut officiel des statistiques américain, prévoient une crise démographique durable avec des effets cumulatifs difficiles à corriger. La menace est importante pour la stabilité sociale et économique de l'Europe. Dans l'Est du continent (dont la Russie et l'Ukraine), le choc a déjà commencé, conduisant même à s'interroger sur les conditions de survie des pays les plus touchés. Enfin, même si ce numéro d'Option traite de la seule Europe, elle est loin d'être la seule concernée. L'Asie surtout va progressivement se trouver au moins aussi fragilisée à commencer par le Japon, la Corée, la Chine ou l'Inde. De même l'Afrique, premier moteur économique de la croissance de la planète, a commencé elle aussi à faiblir fortement au Nord du continent.

L'Europe ne sortira pas facilement de la crise démographique. Les remèdes possibles sont lents à mettre en œuvre, impopulaires, et leurs effets ne seront pas rapides. Autant dire que des actions correctrices nécessaires dans ce domaine ne tentent pas beaucoup de « décideurs », le coût en impopularité étant élevé pour un retour sur investissement bien au-delà des échéances politiques.

**Irritation** enfin, parce que si le choc démographique n'est plus un sujet de discussion (sauf par quelques surprenants partisans de l'immobilisme des régimes de retraites), la question de son impact sur la société européenne et des réponses possibles est rarement abordée pour les raisons évoquées ci-dessus. Les politiques ou les syndicats font silence sur un sujet trop global pour être facilement traitable, les intellectuels sont aux abonnés absents (le changement climatique semble plus sexy), les entreprises se préparent en ordre dispersé et à petit bruit pour éviter les polémiques, et les actuaires<sup>1</sup> ne seront jamais des vedettes médiatiques. Qui a vraiment envie d'aborder, dans la crise économique, sociale et morale que nous traversons, des sujets tels que la réforme des modes de financement des retraites (et leur baisse certaine), l'augmentation et l'organisation de l'immigration, le traitement futur des grands vieillards (seule population dont la croissance sera exponentielle dans l'Europe des prochaines décennies, avec une croissance parallèle de la maladie d'Alzheimer), la refonte des systèmes de formation ou les nouvelles solidarités intereuropéennes à construire pour rééquilibrer la situation ?

---

<sup>1</sup>Un actuare est un professionnel spécialiste de l'application du calcul des probabilités et de la statistique aux questions d'assurances, de finance et de prévoyance sociale. À ce titre, il analyse l'impact financier du risque et estime les réponses qui peuvent être données.

Revenons sur ces trois points.

➔ **Doute** sur la fiabilité des chiffres. On soulignera que si les chiffres de 2050 sont des prévisions, ceux de 2030 sont certains pour les plus de 15 ans, déjà nés aujourd'hui. Les extrapolations ne portent que les vingt années suivantes sur la période 2030-2050.

Cette fiabilité est d'autant plus assurée pour l'Europe que les fondamentaux démographiques de ce continent ne subissent plus de bouleversements rapides : les taux de natalité et de mortalité sont corrélés à des systèmes culturels, sociaux et de santé relativement stables sur le moyen terme, les guerres et les épidémies ne touchant le continent qu'à la marge, et la transition démographique<sup>2</sup> y est depuis longtemps achevée, sauf en Turquie.

Si les flux migratoires sont plus variables, influencés par les différentiels de croissance ou les tensions internationales, les effectifs concernés sont trop faibles pour modifier les conclusions. Les tendances longues sont moins flexibles que ne le laisse penser le court terme, comme le montre l'analyse réalisée ci-dessus sur l'immigration en Allemagne. Bref, les risques d'erreurs sur les chiffres sont marginaux sur une période de temps aussi courte d'ici 2030. En revanche, l'impact réel du choc démographique sur la société européenne dépend, lui, des évolutions même de cette société, et des décisions politiques qui accompagneront cette crise. C'est là que se trouvent les imprécisions, les incertitudes, les champs d'action. Nous y reviendrons à la fin de cette analyse.

➔ **Pessimisme**. De nombreuses données corroborent ce constat. Les conclusions des démographes et des économistes convergent. **Les démographes** sont aujourd'hui à peu près d'accord sur deux mauvaises nouvelles :

**Premier constat : depuis plusieurs décennies, on ne voit plus d'inflexion à la chute de la natalité.**

Pendant longtemps les démographes ont cru que la chute des naissances avait tendance à s'autoréguler, que des mécanismes naturels empêchaient la natalité de descendre en deçà d'un certain seuil. En quelque sorte, un « plancher de verre » garantissait un taux de natalité minimal.

Or, au vu des données des 40 dernières années, ils doutent désormais que ce « stabilisateur automatique », s'il a jamais existé, fonctionne encore. En Allemagne par exemple, comme en Russie, le taux de natalité décroît depuis une quarantaine d'années.

---

<sup>2</sup> On appelle transition démographique le moment où un pays connaît une forte baisse des naissances tout en conservant une faible espérance de vie des seniors. Cette période bénie est celle où la richesse du pays est moins mobilisée par l'éducation et l'entretien des jeunes inactifs, et pas encore par le support des vieux inactifs, qui meurent trop tôt pour coûter cher à leur famille et à la société. La croissance bénéficie alors aux seuls actifs, qui s'enrichissent (création d'une classe moyenne), développent l'économie et mettent en place des systèmes de formation, de retraite et d'assistance sociale.

Cette évolution de la natalité est liée à plusieurs raisons :

- la première raison est mathématique : quand on fait moins de bébés, il y a moins de futures mères ; si dans le même temps le modèle familial idéal reste figé sur un nombre d'enfants donné, voire évolue à la baisse, la baisse de la natalité est inexorable. Ces facteurs expliquent la baisse de la natalité en Europe.

En Asie où le même déclin est constaté, il est aggravé et accéléré par le rejet des filles à la naissance qui reste très largement d'actualité<sup>3</sup> (et réduit encore plus le potentiel de futures mères) et par les progrès significatifs de l'éducation des femmes. À ces facteurs s'ajoutent pour la Chine, la politique de l'enfant unique et pour l'Inde, les politiques de stérilisation forcée.

Mais si l'Europe et l'Asie sont les premières à affronter le choc démographique, elles ne sont plus seules à affronter ce défi qui s'annonce déjà en Afrique du Nord, au Proche Orient et probablement en Amérique du Sud.

- les autres raisons du déclin des naissances sont socio-culturelles. Le développement de l'éducation des filles dans les pays en développement se traduit par une baisse du nombre d'enfants<sup>4</sup> par femme. Le Maroc, l'Algérie ou la Tunisie où il n'était pas rare il y a 30 ans de trouver des familles de 6 enfants se sont aujourd'hui alignés sur les taux français. La décroissance démographique en Turquie comme en Iran relève d'un constat déjà ancien : la scolarisation croissante et le modèle familial diffusé par les feuilletons télévisés ont dans ce domaine plus d'influence que les ayatollahs.

D'autre part le « prix de l'enfant » est de plus en plus intégré dans les choix des familles : or ce prix ne cesse d'augmenter en termes de coût d'éducation (surtout en Asie et en Amérique du Nord, mais aussi de plus en plus en Europe) et de coût de logement. Dans de nombreuses régions du monde, l'arrivée d'un enfant supplémentaire entraîne de lourds investissements financiers. Ainsi les familles des classes moyennes, qui imposent le modèle familial dominant, réfléchissent longuement avant de « faire un petit dernier ».

Enfin, l'âge moyen de la première maternité ne cesse de reculer dans les pays développés ou en développement, c'est-à-dire que la période durant laquelle une femme peut avoir des enfants ne cesse de se réduire pour des raisons sociologiques et non biologiques.

---

<sup>3</sup> dans les sociétés asiatiques, qui pour la plupart n'ont pas de système de retraite public, les enfants sont la seule retraite des parents. Or les filles qui se marient doivent entretenir les parents de leur mari, et non les leurs. Comme le dit un dicton indien de façon imagée « avoir une fille, c'est arroser le jardin du voisin ». Dans ces conditions quand on vous impose d'avoir un seul enfant comme en Chine ou quand vous n'avez pas les moyens d'en avoir plusieurs (en Inde il faut payer une dot lors du mariage d'une fille qui est proportionnellement extrêmement élevée), le choix est vite fait. D'autant qu'aujourd'hui, l'échographie permet de connaître le sexe de l'enfant à naître et de régler la question avant l'enfantement de façon « soft »... Cf. Le Monde 9 mars 2015

<sup>4</sup> Youssef Courbage, Emmanuel Todd, Le rendez-vous des civilisations, Éditions du Seuil, coll. « La république des idées », 2007, 159p., EAN : 9782020925976.

**Deuxième constat : le rapport entre le groupe des jeunes de moins de 15 ans et celui des plus de 65 ans s'est inversé au XX<sup>ème</sup> siècle. La population vieillit de plus en plus rapidement.**

Les statistiques anciennes montrent qu'en Europe, il a fallu un siècle pour que le nombre des « jeunes » s'équilibre avec celui des « vieux », l'espérance de vie des seniors s'étant améliorée beaucoup moins vite que la survie des jeunes enfants. (Entre le Moyen Age et la fin du XIXe siècle, partout dans le monde il y avait beaucoup plus de 0-15 ans que de plus de 65 ans).

Ce phénomène n'a commencé à s'inverser qu'au XX<sup>ème</sup> siècle, en commençant par l'Europe, pour s'étendre à toute la planète (à l'exception notable de l'Afrique sub-saharienne). Partout les causes sont les mêmes : une baisse des naissances qui réduit le groupe des 0-15 ans, et le vieillissement de la population lié à l'augmentation de l'espérance de vie qui gonfle le groupe des plus de 65 ans (entre 1950 et 2000 l'espérance de vie moyenne dans le monde a gagné 20 ans, passant de 46 à 66 ans – ONU 2002).

L'aspect inquiétant de ce phénomène vient du fait que le rythme de l'équilibrage entre les deux groupes s'accélère rapidement<sup>5</sup>. Là où l'Europe a mis un siècle à atteindre cet équilibre puis à le dépasser (avec désormais plus de « vieux » que de « jeunes »), la plupart des grands pays d'autres continents ont fait le saut en 25 à 30 ans dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle et au début du XXI<sup>ème</sup> siècle. Sur un laps de temps aussi réduit, il était impossible d'accompagner cette mutation de la société, notamment en créant ex-nihilo des systèmes de solidarité en faveur des plus âgés (retraites, assurance maladie) tout en assurant la croissance économique du pays. Le temps manque pour adapter les systèmes sociaux et dégager la richesse nécessaire pour le faire.

Pour tous ces pays, la transition démographique, la période où les seniors meurent jeunes et les enfants coûtent peu a été courte, et se raccourcira de plus en plus. C'est cette accélération que montre le tableau 1, avec pour conséquence le fait que ces pays seront vieux avant d'être riches et qu'ils n'auront ni le temps ni les moyens de construire une croissance stable et de mettre en place des systèmes de redistribution solidaire.

*Tableau 1 - Evolution du rapport « jeunes »/ « vieux » entre 1990 et 2050 - ratio des moins de 15 ans rapporté aux 65 ans et plus (Ex : en Turquie, où il y avait en 1990 8,37 jeunes turcs de moins de 15 ans pour un turc de plus de 65 ans, ce chiffre n'est plus que de 0,87 « jeune » pour un « vieux ». Ainsi en 60 ans, le ratio jeunes/vieux s'est réduit de - 7,5 jeunes par « vieux ») - Source US Bureau of Census – calculs de l'auteur)*

	1990	2050 (évolution 1990-2050)
Allemagne	0,77/1 (1991)	0,36/1 (- 0,41)
UK	1,21/1	0,66/1 (- 0,55)
France	1,47/1	0,5/1 (- 0,97)
Italie	1,04/1	0,43/1 (- 0,61)
Espagne	1,37/1 (1991)	0,43/1 (- 0,94)

<sup>5</sup> Dans un rapport déjà ancien (2002) « Vieillesse de la population mondiale : 1950-2050 », l'ONU soulignait que, dans un demi-siècle, si la tendance se maintenait, le nombre des plus de 60 ans triplerait pour représenter à l'échelle mondiale deux milliards de personnes, soit plus que la population jeune, malgré la surpopulation jeune de l'Afrique subsaharienne. Voir <http://www.unfpa.org/news/2002/pressroom/ageing.htm>.

	1990	2050 (évolution 1990-2050)
Pologne	2,48/1	0,4/1 (- 2,08)
Roumanie	2/1 (1992)	0,4/1 (- 1,6)
Russie	2,3/1	0,55/1 (- 1,75)
Ukraine	1,74/1	0,44/1 (- 1,3)
<b>Turquie</b>	8,37/1	0,87/1 <b>(- 7,5)</b>
USA	1,73/1	0,8/1 (-0,93)
<b>Chine</b>	5,2/1	0,7/1 <b>(- 4,5)</b>
<b>Inde</b>	11/1(1991)	1,34/1 <b>(- 9,66)</b>
Japon	1,53/1	0,3/1 (- 1,23)
<b>Brésil</b>	8,3/1	0,76/1 <b>(- 7,54)</b>
<b>Mexique</b>	9,7/1	1/1 <b>(- 8,7)</b>
<b>Corée</b>	5,23/1	0,28/1 <b>(- 4,95)</b>

De leur côté **les économistes** pointent les nuages noirs qui se forment sur l'Europe.

**Première menace : l'avenir des systèmes de retraite et de prévoyance en Europe est problématique.** Certes il a été bien anticipé; c'est d'ailleurs la seule question liée au choc démographique qui soit largement traitée par la sphère politico-sociale. Mais elle l'est pays par pays, sans vue globale d'ensemble sur l'Union et les déséquilibres croissants qui se mettent en place.

En effet, même si l'Est de l'Europe a vécu sa transition démographique au siècle dernier (à partir de la fin de la première guerre mondiale), la situation des seniors aujourd'hui n'y est pas plus enviable que dans les pays émergents. Les régimes de retraites *a minima* hérités du communisme se sont effondrés avec celui-ci, et dans les années 2000 tous les Etats de l'ancien bloc communiste ont remplacé une retraite par répartition exsangue par la capitalisation. Mais pour qu'il y ait capitalisation, il faut qu'il y ait constitution d'un capital. Or celui-ci se constitue seulement maintenant. Le système ne fonctionnera, s'il est solidement établi<sup>6</sup>, que pour les générations qui ont commencé à travailler dans les années 2000, pas pour les précédentes, qui n'auront en toute hypothèse pas de retraite ou une retraite infime... C'est-à-dire que les générations actives actuelles de l'Est de l'Europe devront seules supporter le poids de leurs parents âgés, tout en économisant pour s'assurer une retraite pour eux. Et ceci au moment même où le poids des seniors fait un bond sans précédent, accroissant la charge à des niveaux insoutenables (quasi doublement des plus de 69 ans dans tout l'Est européen entre 2015 et 2050, quadruplement en Turquie).

Dans l'ancienne Europe à 15, la question des retraites est moins tendue: si le choc démographique va frapper fort, le processus a commencé depuis longtemps et les mécanismes de solidarité ont partout commencé à s'adapter avec plus ou moins d'énergie. Mais dans les pays Est européens, la réforme

<sup>6</sup> La Hongrie, la Pologne et la Slovaquie se sont engagés en quelque sorte dans la « nationalisation » les régimes semi-privés des retraites qui avaient été imposés par le FMI dans les années 1990. La Commission européenne a reconnu qu'ils n'étaient plus adaptés.

des retraites est loin d'être achevée. Elle impose inévitablement un allongement de l'âge d'activité, elle suppose donc que les sociétés européennes soient capables, malgré les aléas de la conjoncture, de trouver du travail pour les seniors jusqu'à environ 70 ans. Elle suppose également une capacité à maintenir les compétences des seniors, ce qui devient de plus en plus difficile à organiser dans un contexte d'évolutions technologiques de plus en plus rapides. Même si la durée de la vie active commence à s'allonger, les systèmes de formation continue européens ne sont absolument pas tournés vers le maintien de l'employabilité des seniors, qui devrait s'organiser à partir de la cinquantaine.

**Deuxième menace : une panne de croissance durable risque d'affecter le continent européen faute de jeunes.** Tous les économistes s'accordent pour souligner l'existence d'une corrélation entre augmentation de la population active et croissance du PIB. Ceci est particulièrement vrai pour les jeunes actifs : ce sont eux qui consomment le plus, qui innovent le plus, qui investissent le plus.

Or l'ensemble de l'Europe va connaître dans les prochaines décennies une baisse de sa population active, et cette baisse sera particulièrement prononcée pour les jeunes actifs. Ainsi un des moteurs naturels de la croissance est désormais à l'arrêt en Europe, particulièrement dans l'Est de l'Europe où cette croissance est indispensable pour poursuivre le rattrapage économique qui avait commencé avec l'entrée de ces pays dans l'Union.

Des économistes se sont risqué à chiffrer le coût de la décroissance démographique. Dans une étude qui a fait beaucoup de bruit outre Rhin en 2007, l'Institut de conjoncture économique de Cologne (IW), un des principaux instituts de conjoncture allemand, a annoncé qu'en 2050 la France sera plus peuplée que l'Allemagne, avec 78,9 millions d'habitants contre 71,4 millions d'habitants pour cette dernière. Cette étude estimait dans le même temps que «pour des raisons essentiellement démographiques, la croissance du produit intérieur brut de la France sera au moins deux fois plus importante que celle de l'Allemagne entre 2025 et 2035 ».

### **Troisième menace : l'impact négatif des localisations d'entreprises à l'Est de l'Europe**

Face à la mondialisation et à la baisse mondiale des coûts de production qui l'a accompagnée, l'Europe a adapté ses économies en localisant à partir des années 1980 une bonne part de son activité industrielle, dans l'Est européen *low cost* (Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Roumanie, Hongrie ....), en Turquie et au Maghreb.

C'est particulièrement vrai pour l'Allemagne, moteur économique de l'Europe et grande puissance économique du continent, qui a construit à partir des années 80 une organisation de sa production industrielle impliquant très fortement un hinterland constitué très grossièrement des pays qui constituaient l'ancien Empire Austro-Hongrois.

L'impact de la baisse de la population active dans ces pays et la rapidité de cette baisse auront un double impact :

- d'une part les usines, automobiles, mécaniques, électroniques ou autres implantées en République Tchèque, en Slovaquie, en Pologne et en Roumanie auront de plus en plus de mal à remplacer les ingénieurs, techniciens et ouvriers qui y travaillent actuellement au moment de leur départ à la

retraite (même si celui-ci est retardé) ; ceci sera particulièrement vrai pour toutes les chaînes de sous-traitance industrielle moins attractives que les industries leaders, avec des salaires et des avantages sociaux plus faibles.

- d'autre part, la pénurie de main d'œuvre fera mécaniquement monter les coûts salariaux dans ces pays pour les rapprocher des coûts de l'Ouest de l'Europe, en supprimant rapidement leur avantage concurrentiel. D'autant que la démographie sinistrée de l'Allemagne et de la Russie incitent ces deux pays à importer prioritairement leurs immigrés de l'Europe Centrale ce qui aggrave et accélère d'autant plus la pénurie dans ces pays.

L'impact de ces tensions est déjà perceptible dans la hausse des salaires dans les pays de l'Est européen et en Allemagne avec en contre coup un début de relocalisation des activités industrielles en Espagne ou au Portugal où dans le même temps la crise économique fait peser une forte pression à la baisse sur les coûts salariaux.....

**Quatrième menace : la façon dont l'Union européenne sera en mesure d'absorber les divergences de croissance de plus en plus importantes qui se manifestent entre les pays membres.**

La crise actuelle montre les difficultés de l'Union à gérer les tensions liées au différentiel de croissance entre Europe du Nord et Europe du Sud. Qu'en sera-t-il demain si la croissance des pays les plus récents de l'Union s'effondre durablement ? Non réglée, ces tensions peuvent à terme avoir raison de l'Union à 28, sous sa forme actuelle.

➡ **Irritation**, celle que suscite l'absence de prise en compte du choc démographique en Europe et l'absence de préparation de notre continent à cette épreuve.

Il ne s'agit pas ici, sur un sujet d'une complexité rare, de prétendre dire ce qu'il faut faire, mais de souligner les pistes sur lesquelles, ensemble, les Etats de l'Union devraient travailler. Autant le changement climatique mobilise beaucoup de compétences partout en Europe, autant sur le choc démographique, qui est une menace majeure pour notre continent, on cherche ceux qui sont au travail....

Parmi ces pistes, toutes de long terme, on signalera les suivantes, sans prétendre être exhaustif :

- **le développement des politiques familiales**, qui ont fait leur preuve dans les Etats européens qui les ont pratiquées, en France et en Suède notamment. Tout ce qui peut réduire le coût de l'enfant pour les familles et faciliter la possibilité pour les femmes de concilier travail et vie professionnelle mérite d'être encouragé et dans ces domaines, l'Europe pourrait faire mieux en matière d'incitation.

- **la poursuite et l'achèvement de la réforme des retraites**, avec notamment une attention particulière portée aux conditions dans lesquelles on pourra dans les prochaines décennies travailler jusqu'à 70 ans. C'est-à-dire inciter les entreprises à maintenir les compétences des seniors, à penser des conditions de travail adaptées à l'âge, à développer une politique d'incitation avec des bonus pour ceux qui travaillent plus, etc.

- **le développement résolu de la lutte contre l'échec scolaire** qui laisse aujourd'hui de côté dans les sociétés technologiques européennes environ 15 % de décrocheurs, en situation d'échec scolaire, incapables d'occuper une part croissante des emplois que les nouvelles technologies sont en train d'imposer dans tous les métiers. Faire l'impasse sur 15 % des jeunes actifs dans une Europe qui va désormais en chercher de plus en plus loin est une erreur sociétale (les exclus se vengent), politique (les populistes engrangent) et économique (l'immigration coûte). Cette lutte suppose la capacité des systèmes éducatifs à diversifier les pédagogies, à concevoir des outils interactifs, à repenser le rôle des enseignants en les orientant en partie vers le tutorat plus que vers l'enseignement magistral, à aider les pays aux systèmes éducatifs inadaptés à amorcer cette révolution, en mutualisant les outils et les méthodes et en accompagnant les réformes et les recrutements.

- **le développement, en priorité, des migrations intraeuropéennes** entre les pays où le chômage lié à la crise mettra du temps à se résorber et les pays où les pénuries de compétence pointent déjà, ce qui incite à engager une politique adaptée, avec des facilités immobilières (les pays ayant peu de jeunes ont des logements vacants), des systèmes de sécurité sociale et de prévoyance portables et si possible simples, une généralisation des formations linguistiques et des politiques d'accueil.

- **la coordination d'une politique migratoire du travail de ressortissants non-UE**, qui suppose la meilleure gestion possible des flux, une stratégie d'accueil et d'intégration (et pour qu'elle réussisse, une politique ferme de reconduite aux frontières de l'immigration illégale).

- **la recherche de relais de croissance dans la gestion même du choc démographique**, à destination des autres continents d'une planète qui va se heurter de plus en plus aux mêmes questions, sans avoir nécessairement le temps et les moyens de s'y préparer. Qu'il s'agisse de la « Silver economy » et de la capacité à gérer le 4<sup>ème</sup> âge, à l'instar d'un Japon vieillissant qui tourne résolument une partie de son potentiel d'innovation sur ce sujet, de la formation des décrocheurs et des seniors maintenus en activité, de la gestion des migrations, des politiques natalistes, l'Europe aura demain, si elle investit réellement dans ces domaines, des produits d'exportation atypiques vers le reste du Monde à faire fructifier et, qui plus est, conformes à son génie.

**Maintenant, au travail !**



# Nos précédents numéros de L'Option

[n°38](#) : Actes des Assises européennes du Long terme : Un nouveau départ pour l'investissement

[n°37](#) : Valorisation de l'investissement humain : formation, mobilité, emploi en Europe

[n°36](#) : Contribution pour une stratégie européenne d'investissement ([In English](#))

[n°35](#) : Dialogue public-privé pour un renouveau du partenariat économique entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest et du Centre

[n°34](#) : Les Entretiens européens en Pologne : une initiative de la société civile pour l'appropriation nucléaire

[n°33](#) : Pour une économie de la confiance en Europe : la contribution de l'Economie sociale et solidaire

[n°32](#) : EEE 2012 : Relance du dialogue social et économique pour l'emploi et la formation, l'impératif industriel et la compétitivité

[n°31](#) : Tour dans les Balkans occidentaux : Resserrer les liens avec nos amis pour réussir ensemble leur entrée dans l'Union européenne

[n°30](#) : Dialogue social et relations industrielles pour résoudre l'équation compétitivité/solidarité

[n°29](#) : L'Europe a-t-elle un avenir ? Leçon inaugurale à l'École des Ponts ParisTech ([In English](#))

[Hors série](#) : EEE de Varsovie : Différences de compétitivité et complémentarités en Europe

[n°28](#) : Energie nucléaire : Le besoin d'une nouvelle impulsion politique de l'UE ([In English](#))

[n°27](#) : Formation Emploi : choc démographique et sortie de crise ([In English](#))

[n°26](#) [In English](#) : Nuclear revival, nuclear safety : challenges for the EU

[n°25](#) : Solvabilité II

[n°24](#) : Renaissance du nucléaire

[n°23](#) : Responsabilités des entreprises en Europe

[n°22](#) : La Bosnie-Herzégovine et nous ([In English](#))

[n°21](#) : Pour un dialogue industriel européen ([In English](#))

[n°20](#) : Quand l'Europe s'ouvre aux services publics

[n°19](#) : Vers des identités européennes d'entreprises

[n°18](#) : UE : Objectif SIG

[n°17](#) : Pour un nouveau modèle social, économique et culturel

[n°16](#) : Pour une communauté de l'énergie

[n°15](#) : Quelle politique de financement en Europe

[n°14](#) : Pour une identité européenne d'entreprise

[n°13](#) : Elargissement : la fin de la sécession européenne

[n°12](#) : Former société en Europe

[n°11](#) : Pour un contrôle social du cycle du millénaire à l'OMC

[n°10](#) : La réforme de la formation professionnelle. Pour une nouvelle relation formation/travail

[n°9](#) : Les voies nouvelles de la participation

[n°8](#) : Pour un pacte de stabilité et de développement du secteur bancaire

[n°7](#) : Un gouvernement démocratique pour l'euro

[n°6](#) : Acteurs pour l'emploi

[n°5](#) : Quelles stratégies des entreprises publiques face à la mondialisation ?

[n°4](#) : Service public, renouveau en France, création en Europe

[n°2/3](#) : Une union politique européenne pour un progrès de nos sociétés

[n°1](#) : Une citoyenneté européenne

Retrouvez les options en ligne en cliquant sur leur numéro ou en consultant notre site

[www.confrontations.org](http://www.confrontations.org).

Et n'hésitez pas à vous abonner ou à adhérer